

Relations entre la Gouvernance et la Croissance Économique : une revue de littérature empirique

Hassan EL AISSAOUI

Laboratoire des Sciences Économiques et Politiques Publiques

Faculté d'économie et de gestion

Université Ibn Tofail – Kenitra - Maroc

Amal MAZOUZ

Laboratoire des Sciences Économiques et Politiques Publiques

Faculté d'économie et de gestion

Université Ibn Tofail – Kenitra - Maroc

Résumé : Cet article a pour objectif de donner un aperçu sur l'analyse théorique de la relation entre la gouvernance et la croissance économique. Pour ce faire, nous avons procédé à une revue de la littérature qui traite cette thématique et évoque cette relation. Nous avons une divergence des résultats et cela est lié à une multitude des indicateurs de mesure de la gouvernance, certains indicateurs tels que la qualité institutionnelle, l'état de droit et la qualité de la réglementation favorisent significativement et positivement la croissance économique. Par contre, l'instabilité politique et la corruption impactent négativement la croissance économique. Toutefois, malgré cette divergence des résultats il est couramment approuvé que la bonne gouvernance a un impact positif sur la croissance économique d'un pays et cet impact est statistiquement approuvé, cela dit, que la bonne gouvernance est une condition sine qua non au développement et que les autorités publiques sont censées respecter.

Mots-clés : Gouvernance, Croissance Économique, Stabilité Politique, État de Droit, Pauvreté.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.7470093>



1. Introduction

Malgré l'ensemble de réformes et de politiques entreprises par la majorité des pays en voie de développement (y compris le Maroc) depuis les années 80 pour assurer un cadre favorable à la croissance, ces pays souffrent toujours d'un taux de croissance faible et continuent à enregistrer des écarts considérables par rapport aux pays développés, et cela est dû à des lacunes au niveau de leurs gouvernance.

Plusieurs études ont montré qu'une mauvaise gouvernance des administrations est parmi les principales causes de ralentissement de la croissance économiques dans lesdits pays, et qu'il existe une relation étroite entre la bonne gouvernance et la croissance économique. Une bonne gouvernance améliore l'environnement des affaires, la compétitivité et l'attractivité du pays ce qui va permettre à ces pays de se projeter vers un nouveau mode de gestion du développement.

La bonne gouvernance est une notion qui a fait couler beaucoup d'encre et a occupé, durant ces dernières années, la scène de débat public. Elle est classée au premier rang des priorités des administrations publiques en tant que vecteur indispensable pour le développement.

Le renforcement de l'efficacité des politiques publiques en matière de lutte contre la pauvreté est une priorité nécessaire pour la modernisation d'un pays, en incluant le social en parallèle des objectifs économiques visant la réalisation des conditions du développement humain durable.

La gouvernance remet l'économie à sa place alors que la bonne gouvernance contribue à l'optimisation des fonds publics, à une croissance durable, à la réduction des inégalités sociales et in fine à la lutte contre la pauvreté.

Pour confirmer ce constat, cet article se propose de passer en revue les principales théories et méthodes empiriques procédées. Pour ce faire, notre article se présente comme suit : une première section qui présente les concepts fondamentaux de ce travail de recherche, ainsi que leurs liens. La seconde section, portera sur la revue de la littérature empirique, enfin, une conclusion est faite dans la section 3.

2. Concepts et liens entre la gouvernance et la croissance Économique

2.1 Concepts de la Gouvernance et de la Croissance Économique

2.1.1 Concept de la Gouvernance

La notion de la gouvernance est devenue d'un usage très fréquent dans tous les domaines, sa définition n'est pas une simple affaire. Conscients que nous ne sommes pas les premiers à discuter de ce sujet, nous allons présenter ci-dessous les différentes définitions proposées par les dictionnaires, les auteurs, les chercheurs et les institutions, que nous avons pu relever au niveau de l'approche théorique.

Le dictionnaire oxford : définit la gouvernance comme un acte ou une manière de gouverner, d'exercer le contrôle ou l'autorité sur les actions des sujets, un système de réglementation.

Selon la définition de Wikipédia : « La gouvernance est, de façon générale, un concept représentant la manière dont un domaine d'activités est gouverné. La gouvernance renvoie à un système d'entités décisionnelles qui dirige un certain domaine d'activités, autrement dit à un système de gouvernance, impliquant notamment une structure de gouvernance et un dynamisme de système (processus de gouvernance, activités de gestion, etc) ».

Selon Berggruen N. & Gardels N (2013) : « La gouvernance est un élément essentiel de la progression ou du recul d'une société », pour Huet Jean Michel, Neiter Viviane (2016) : « La gouvernance se traduit par un ensemble composé d'une part des textes régissant les organes dirigeants d'une organisation et, d'autre part, de la manière dont ces textes sont appliqués ».

L'Institut sur la gouvernance définit la gouvernance comme étant un processus par lequel les sociétés ou les organisations prennent leurs décisions importantes, déterminent qui a une voix, qui est engagé dans le processus et comment des comptes sont rendus.

Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (2008), la gouvernance est l'exercice de l'autorité économique, politique et administrative nécessaires pour la gestion des affaires d'un pays, il s'agit d'un ensemble de mécanismes et processus par lesquels les citoyens expriment leurs intérêts, exercent leurs droits et assument leurs obligations.

La commission sur la gouvernance mondiale (1995) définit la gouvernance comme un ensemble de personnes, des moyens et des institutions publiques et privées qui gèrent leurs affaires communes.

Selon la banque mondiale, la gouvernance se définit comme étant un ensemble des traditions et institutions par lesquelles le pouvoir s'exerce dans un pays avec pour objectif le bien de tous.

On distingue deux types de gouvernance, la gouvernance privée ou bien la gouvernance des entreprises (corporate governance) qui a été développée à partir de la fin des années 1980 et la gouvernance publique apparue au début des années 1980 (notre recherche se focalisera sur cette dernière).

On entend par la Gouvernance Privée « l'ensemble des mécanismes organisationnels ou institutionnels ayant pour effet de délimiter les pouvoirs et d'influencer les décisions des dirigeants, managériaux ou politiques, autrement dit qui "gouvernent" leur conduite et définissent leur espace discrétionnaire » (Charreaux, 1997, 2004).

Dans le cadre des politiques publiques, le concept de gouvernance publique se définit comme étant « un domaine d'étude interdisciplinaire portant sur les relations de pouvoir entre les autorités publiques, la société civile et le marché, dans un contexte de transformation de l'aptitude des communautés politiques à se diriger légitimement et à agir efficacement. » Rigaud, Benoît (2012).

La gouvernance qu'elle soit privée ou publique, a pour objectif de garantir que le pouvoir est exercé de manière efficace et légitime. La bonne gouvernance permet de garantir une gestion optimale des ressources et une amélioration de la qualité des décisions des institutions ou des entreprises, en évitant les conflits d'intérêts et l'utilisation des ressources à des fins privées dont on sait qu'ils compromettent le futur de la nation.

La notion de la gouvernance se réfère à l'expression « bonne gouvernance » qui a été soutenue par la banque mondiale dès le début des années 1990, la définition de la bonne gouvernance proposée par les Nations Unies est : « une approche participative de gouvernement et de gestion des affaires publiques, basée sur la mobilisation des acteurs politiques, économiques et sociaux, du secteur public ou privé ainsi que la société civile, dans le but de garantir le bien-être durable de tous les citoyens ». La bonne gouvernance est au cœur du double objectif de la Banque mondiale : mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Elle consiste à mettre en place un état de droit et de se doter d'institutions fortes, efficaces et responsables.

Pour mesurer la qualité des institutions dans un pays Kaufman et al. ont fait appel à 250 indicateurs, la base de donnée provient de 25 sources et élaborée par 18 organisations internationales couvrant 199 pays en 1996, 1998, 2000, 2002, chaque pays peut avoir un score entre -2,5 et +2,5 plus la valeur est élevée pour un pays plus il a une gouvernance meilleure.

La banque mondiale a regroupé la gouvernance en six principaux indicateurs qui existent depuis 1996 et grâce auxquels on peut quantifier la gouvernance d'un pays et prendre une décision au moment opportun. Les six indicateurs se présentent comme suit :

Ecoute des citoyens et reddition des comptes : mesure le respect des droits des citoyens à l'information, à la participation au processus budgétaire, à la liberté d'expression, la transparence et la responsabilisation des gestionnaires. Il s'agit d'un nouveau modèle de gestion qui consiste à intégrer les citoyens et les acteurs sociaux dans la gestion des fonds publique afin d'améliorer la transparence et gagner la confiance du public c'est ce qu'on appelle un gouvernement ouvert.

Etat de droit : mesure la confiance des citoyens et leurs respects des règles de la société, il suppose l'existence de juridictions compétentes et indépendantes pour intervenir en cas de conflits entre les personnes en appliquant à la fois le principe de légalité et d'égalité. Il regroupe un système judiciaire honnête, une confiance aux tribunaux, une protection intellectuelle, et une protection des biens et des personnes.

Efficacité des pouvoirs publics : mesure l'efficacité et l'efficience des services publics fournis, la crédibilité et l'engagement des pouvoirs publics, la qualité de l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques. Ces politiques publiques visent le développement du pays à travers l'amélioration de la qualité des infrastructures nécessaires pour l'encouragement de l'investissement privé, un climat des affaires favorable, le renforcement de la performance de la gestion publique, l'amélioration de la confiance et de la relation entre l'Etat et le citoyen.

Stabilité politique et absence de violence : mesure la probabilité d'avoir des événements d'instabilité politique, de bouleversements politiques, de violence et de criminalité, de tensions sociales entre les composantes de la société, du terrorisme, de non-respect des droits de propriété.

Qualité de la réglementation : mesure la capacité du gouvernement à élaborer et mettre en place des politiques et programmes nécessaires pour le développement du secteur privé, il s'agit d'un climat des affaires favorable, la mise en place d'un système fiscal simple et incitatif, simplification des procédures administratives, l'accélération de la digitalisation, lutte contre la concurrence déloyale.

Maitrise de la corruption : mesure l'utilisation abusive d'un pouvoir à des fins privées telles que les pots de vin, le clientélisme, le détournement des fonds. La variable corruption a un effet néfaste sur la croissance économique, elle entrave l'allocation optimale des ressources et induit la notoriété et la crédibilité de l'Etat ainsi qu'un manque de confiance en les institutions publiques.

2.1.2 Concept de la Croissance Économique

La croissance économique mesure la variation de production dans une économie pendant une période donnée, c'est l'augmentation de la richesse créée par une économie, cette croissance est mesurée par le taux de croissance du PIB, une croissance positive signifie une hausse du niveau du PIB d'une période par rapport à une autre et inversement, un taux négatif signifie une baisse du PIB. Pour autant, le PIB est un indicateur qui mesure la croissance économique d'ordre quantitatif que qualitatif.

L'économiste François Perroux (*L'économie du XXe siècle*, 1966) définit la croissance comme « l'augmentation soutenue, pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global en termes réels ».

Simon Kuznets explique dans son discours de réception du prix Nobel d'économie en 1971: « La croissance économique d'un pays peut être définie comme étant une hausse sur une longue période de sa capacité d'offrir à sa population une gamme sans cesse élargie de biens économiques. Cette capacité croissante est fondée sur le progrès technique et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'elle requiert. Les fruits de la croissance s'étendent par suite aux autres secteurs de l'économie ».

Les économistes classiques et néoclassiques ont cherché à expliquer les origines de la croissance économiques par des variables endogènes (c'est à dire internes) et des variables exogènes (c'est à dire externe). La théorie de croissance exogène démontre que la croissance économique est liée à des variables externes et le modèle de croissance exogène le plus connu est celui de Solow qui évoque le progrès technique comme facteur principal de développement économique.

Quant à la théorie de la croissance endogène, la croissance économique est expliquée par le comportement, la recherche et le développement des compétences des agents économiques et l'épargne. Elle a été développée par Robert Lucas, Paul Romer et Robert Barro, pour eux Il est frustrant de penser que la croissance économique sur le moyen terme proviendrait d'un facteur technologique.

Un niveau élevé de croissance économique est parmi les principaux objectifs de la politique économique d'un pays, il permet de résoudre les problèmes majeurs dont souffre une société à savoir la pauvreté, le chômage, l'incertitude du climat des affaires, les crimes, les tensions sociales...

La croissance d'un pays implique d'autres dimensions autres que la pauvreté et la distribution des revenus, comme gouvernance et institutions, ces deux termes sont indissociables et constituent des éléments moteurs de la croissance économique.

North (1990) a développé la notion des institutions comme étant des contraintes formelles (règles, lois...) et des contraintes informelles (comportements, conventions...), qui jouent un rôle très important dans la croissance économique dans la mesure où elles permettent une utilisation optimale des facteurs de production que ce soit le facteur capital, travail, capital humain ou la technologie.

Selon les économistes institutionnelles, les institutions jouent un rôle primordial dans l'économie et estiment qu'une approche multidisciplinaire de la société est nécessaire pour comprendre son évolution.

2.2 Liens entre la Gouvernance et la Croissance Économique

La théorie de la croissance était toujours liée à des variables telles que le travail, le capital humain et le progrès technique, alors qu'avec l'économie institutionnelle il existe d'autres facteurs institutionnels et politiques. La croissance et le développement d'un pays n'est pas lié seulement à des facteurs économiques mais aussi à des facteurs non économiques. Cette nouvelle économie institutionnelle met l'accent sur le rôle crucial des institutions et de la gouvernance dans le développement et la croissance d'un pays.

La corruption, le chômage, la pauvreté, l'inefficacité des services publics, le crime, l'absence de sécurité ou la violation des droits de l'homme, manque de participation des citoyens à l'égard de la chose publique sont les principaux facteurs qui constituent une entrave à la bonne gouvernance. Il est nécessaire donc de mettre en place un ensemble de règles et de mesures qui soient réellement appliquées et respectées pour le respect de l'Etat de droit et pour gagner le pari de la bonne gouvernance.

Il existe une relation étroite entre la gouvernance et la croissance. La gouvernance joue un rôle significatif dans la réduction de la pauvreté, et permet de réduire les inégalités et d'améliorer l'efficacité des politiques publiques. Une bonne gouvernance favorise une rationalisation des fonds publics et un taux de croissance important.

Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2004) ont montré que la bonne gouvernance a un impact positif sur la croissance économique, le revenu par tête et la qualité de la gouvernance sont liés positivement.

North (1990) a montré qu'une croissance économique élevée passe par une baisse des coûts de transaction, et que cette baisse est liée principalement aux systèmes des droits de propriété mis en place par le gouvernement, autrement dit ce sont les institutions mises en place qui déterminent fortement le niveau de croissance d'un pays.

3. Une revue de littérature empirique sur la relation entre la gouvernance et la croissance économique :

Une étude a été faite par Mauro durant la période 1960-1985 pour 67 pays, il a démontré que la corruption est fortement liée négativement au taux d'investissement, ainsi que l'indice de la qualité bureaucratique et de la stabilité politique ont un impact positif sur la croissance.

Ugur et Dasgupta (2011) ont montré dans une étude que la corruption a un effet direct statistiquement significatif et négatif sur la croissance dans les pays à faibles revenus, et a aussi un effet indirect à travers les finances publiques et le capital humain.

Beliamoune et al. (2009) ont mis en exergue l'impact de la mauvaise gouvernance, plus précisément la corruption, sur la croissance économique. Selon eux la corruption entraîne une diminution des investissements privés et une augmentation des investissements publics.

Les résultats d'Adzima K. et Baita K. (2019) ont montré que l'amélioration de l'efficacité de la gouvernance et de l'État de droit favorise positivement et significativement la croissance économique dans les pays subsahariens. De même, les résultats révèlent que la qualité de la réglementation a une influence positive sur la croissance économique, mais son coefficient estimé n'est pas significatif, et que la voix et la responsabilité d'une part et le contrôle de la corruption d'autre part ne seraient pas des facteurs nécessaires et décisifs pour augmenter le PIB réel par habitant dans lesdits pays.

De plus, Mehanna, Yazbeck et Saredidine (2010) ont étudié la relation entre la gouvernance et la croissance économique sur un échantillon de 23 pays de la région MENA entre 1996 et 2005, et ont trouvé que l'efficacité du gouvernement, la voix et la responsabilité et le contrôle de la corruption ont plus d'impact sur la croissance économique.

Ait Oudra M. & Dada I. (2019) ont procédé à une étude économétrique pour étudier la relation entre la gouvernance et la croissance économique passant par 3 étapes tests de racine unitaire, test de cointégration de Johansen, test de causalité de Granger dans le cadre d'un modèle vectoriel à correction d'erreurs, les variables utilisés sont le PIB et les six indicateurs de la gouvernance à savoir Voix et responsabilité (VA - voice and accountability), Stabilité politique et absence de violence / (PS - political stability), Efficacité gouvernementale (GE - government effectiveness), Qualité de régulation (RQ - regulatory quality), L'autorité de droit (RL - Rule of Law), Contrôle de corruption (CC-Contrôle of Corruption) pour la période allant de 2002 à 2016, les résultats ont montré que les séries de la croissance économique et de la gouvernance sont stationnaire en premier différence, et qu'il existe une relation de long terme entre la gouvernance et la croissance économique au Maroc. Ils ont confirmé que : « L'évidence d'une causalité à court et long termes entre la gouvernance et la croissance économique en termes de produit intérieur brut, dénote que les variables s'influencent mutuellement en termes de capacité de prévision ».

Aussi, Alouani A. & Jannet H. (2020) dans une étude en Tunisie sur une durée allant de 1996 à 2017, ont étudié empiriquement la relation entre la croissance et la gouvernance en utilisant le modèle VAR à travers les variables suivantes : le taux de croissance du PIB, les six indicateurs de la gouvernance déjà cité, le taux d'inflation, La formation de capital brut et Le degré d'ouverture par rapport au PIB. Les résultats obtenus sont :

- La corruption (CC) a un effet négatif et significatif sur la croissance économique parce qu'elle nuit à l'allocation optimale des ressources ;
- La variable voix et responsabilité n'a aucun effet sur la croissance économique durant la période 1996-2017, ce qui contredit les résultats de Mehanna, Yazbeck et Saredidine (2010) qui confirment que la voix et responsabilité ont un impact positif sur la croissance économique ;
- Pour la variable efficacité du gouvernement (GE), elle affecte positivement et non significativement la croissance économique ;
- Les variables stabilité politique(PS), état de droit(RL), qualité de réglementation(RQ), La formation brute du capital fixe(IY), degré d'ouverture (TRADE) impactent positivement et significativement la croissance économique ;
- Et enfin La variable inflation (INF) a un effet négatif et significatif sur la croissance.

Shchegolev I. & Hayat A. (2018), l'étude porte sur l'analyse de la relation entre la croissance économique, la Qualité institutionnelle et la gouvernance des pays suivants l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, le Kazakhstan, la Russie et l'Ukraine au cours de la période de 1996 à 2015. La croissance du PIB de ces pays était positivement influencée par les indicateurs de qualité institutionnelle,

notamment le contrôle de la corruption, l'efficacité du gouvernement, l'état de droit et la qualité de la réglementation. L'impact de ces variables sur la croissance économique s'est avéré statistiquement significatif. En outre, les variables voix et responsabilité et stabilité politique avaient respectivement un impact positif et négatif sur la croissance économique, cet impact est statistiquement non significatif.

Sur la base d'un échantillon composé de 99 pays et qui s'étend sur la période allant de 1994 à 2002, MTIRAOUI A. (2020) a étudié l'impact de la qualité institutionnelle sur croissance économique, et a pu montrer que la qualité de la gouvernance joue un rôle très important dans le développement et que les pays qui ont une bonne gouvernance sont des pays développés, donc il existe un effet positif et significatif entre les variables institutionnelles (indicateurs de la gouvernance) et le développement d'un pays.

En outre, Yilmaz Ata A. & Koç A. & Akça H(2012) ont réalisé une étude empirique pour voir l'importance de la structure institutionnelle dans le processus de croissance économique sur un échantillon de 30 pays de l'OCDE, les résultats ont montré qu'il existe une corrélation positive et significative entre la voix et responsabilité, l'état de droit et la croissance économique. De plus, la qualité de la réglementation, le contrôle de la corruption et la croissance économique sont statistiquement significatifs. Par contre la stabilité politique et l'efficacité du gouvernement n'ont aucun effet sur la croissance économique.

Selon Bernard K. AHOU (2015), la responsabilité la stabilité politique l'efficacité gouvernementale et la corruption impactent positivement la croissance économique, Par contre la qualité de la régulation et l'Etat de droit ont un effet négatif sur la croissance économique.

Sur un échantillon de 113 pays pendant une durée allant de 1950 à 1982, Alesina, Ozler, Roubini et Swagel (1996) ont montré que la croissance économique est impactée négativement par l'instabilité politique.

De plus Alesina et Perotti (1996), ont trouvé que l'instabilité politique entrave la croissance et limite l'investissement dans un pays, et cela est dû à l'incertitude politique et sociale.

En se basant sur une étude de 113 pays, Alesina et al (1996) au cours des périodes 1950-1982 et 1960-1982, ont constaté que la stabilité politique est indispensable pour la croissance économique, et que l'instabilité politique a un effet négatif sur la croissance économique.

Henri Atangana O (2013) s'est basé sur les des données de la Banque Mondiale ainsi que celles de la CNUCED (La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) pour la période 1998–2011, pour déterminer les indicateurs de la gouvernance qui peuvent relancer la croissance économique en Afrique. Il a aussi permis de relever que la stabilité politique et la maîtrise de la corruption sont des indicateurs qui peuvent relancer le niveau de la croissance économique dans certains pays africains en général et dans les PMA(les pays les moins avancés) en particulier.

La synthèse de ces résultats empiriques qu'on peut déduire est que pour maintenir un niveau soutenable de croissance économique à long terme impose une réforme des institutions de gouvernance tout en impliquant les différents intervenants et composantes de la société, et l'instauration d'un nouveau mode de gestion du développement.

4. Conclusion

Cet article a examiné les différentes études faites sur la relation entre la gouvernance et la croissance économique, et a révélé qu'un faible taux de croissance peut être expliqué par certains indicateurs de gouvernance tels que la stabilité politique, la qualité de la réglementation, l'efficacité du gouvernement. On constate une divergence des résultats obtenus, cette divergence est due à la multitude des indicateurs de mesure de la gouvernance.

En effet, il importe de mettre en évidence que la bonne gouvernance et la croissance économique sont positivement corrélées et que le lien entre ces deux variables est statistiquement approuvé, ceci veut dire que l'amélioration de la qualité des variables politiques (des indicateurs de la gouvernance) est indispensable pour promouvoir la croissance économique dans un pays, et ceci a été confirmé par les conclusions de Kaufman D., Kraay A. et Mastruzzi M. (2003).

La combinaison des six indicateurs de gouvernance a un impact significatif et positif sur la croissance économique. Il est important pour tous les pays, et plus précisément les pays en voies de développements d'améliorer la qualité de la gouvernance de leurs institutions afin de rendre plus efficaces les politiques publiques visant à réduire la pauvreté, et de promouvoir les performances économiques.

L'amélioration de ces indicateurs de gouvernance par les gouvernements est nécessaire pour accéder à un stade supérieur de développement économique, politique et social. En outre, Les pays qui souhaitent réaliser une croissance économique significative doivent mettre en place des politiques économiques efficaces, faire face à toute discrimination, violence, instabilité politique et toutes formes de corruption et à créer un environnement favorable à la liberté d'expression et au respect d'un Etat de droit.

Au terme de cet article, on constate que ce travail présente une multitude des indicateurs et des résultats selon chaque auteur et chaque étude, mais peut néanmoins être une base enrichissante pour des réflexions futures. Dans le cadre d'autres travaux de recherches, il serait nécessaire d'analyser empiriquement la relation entre la croissance économique et les différents indicateurs de la gouvernance et de déterminer les variables les plus significatives.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] K. Adzima et K. Baita (2019) «The Impact of Governance on Economic Growth: An Empirical Assessment in Sub-Saharan Africa».
- [2] M. Ait Oudra et I. Dada (2019) « Cointégration et Causalité entre Gouvernance et Croissance Économique : Cas du Maroc », Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit.
- [3] A. Haoudi et I. Dada (2019) « Étude empirique de la relation entre Gouvernance et Croissance Économique : Cas du Maroc ».
- [4] B. Rigaud (2012) « Gouvernance publique (Public Governance) » Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique. – ENAP.
- [5] A. Alesina, S. Ozler, N. Roubini et P. Swagel (1996) « Political Instability and Economic Growth ».
- [6] A. Alesina et R. Perotti (1996) « Income distribution, political instability, and Investment ». European Economic Review.
- [7] A. Alouani et H. Jannet (2020) « Relations entre gouvernance et croissance économique: Cas de la Tunisie (1996-2017) » International Journal of Innovation and Applied Studies.
- [8] B. Amaira (2012) « Gouvernance, libéralisation financière et croissance économique: Aperçu théorique et vérification empirique». Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis, Global journals Inc.
- [9] C. Arndt et O. Charles (2006) « Les indicateurs de gouvernance », Centre de développement de l'OCDE.
- [10] Banque Mondiale (2012) Rapport sur le développement dans le monde.
- [11] Banque Mondiale (2017) Rapport sur L'amélioration de la gouvernance est essentielle pour garantir une croissance équitable dans les pays en développement.
- [12] Banque Mondiale (2017) Rapport sur le développement dans le monde 2017 : La Gouvernance et la Loi.
- [13] N. Berggruen et N. Gardels (2013) « Gouverner au XXIe siècle ». Fayard.
- [14] B. Ahou (2015) « Gouvernance et croissance économique : une analyse des effets de seuil ».
- [15] G. CHARREAUX (2004) « Les théories de la gouvernance : de la gouvernance des entreprises à la gouvernance des systèmes nationaux ». Cahier du Centre de recherche en Finance, Architecture et Gouvernance des Organisations (FARGO).

- [16] O. Chatti (2010) « Gouvernance et Croissance Economique ». Thèse de doctorat en sciences économiques, Faculté de Droit, des Sciences Politiques, Economiques et de Gestion, Université de Nice Sophia-Antipolis.
- [17] CNUCED (2011) Base de données, accessible dans www.cnuCED.org.
- [18] CNUCED et ONUDI (2011) Promouvoir le Développement Industriel en Afrique dans le Nouvel Environnement Mondial, le Développement Économique en Afrique, rapport 2011, Nations Unies, New York et Genève.
- [19] H. Atangana (2013) « Gouvernance et croissance économique en Afrique». African Development Review.
- [20] J.M Huet et V. Neiter (2016) « Gouvernance des organisations », Dunod.
- [21] D. Kaufmann, A. Kraay et Z. Lobaton (1999) « Gouvernance Matters ». La Banque Mondiale.
- [22] D. Kaufmann (2000) « The quality of Growth ». Banque Mondiale, Oxford University Press.
- [23] D. Kaufmann, A. Kraay et M. Mastruzzi (2004) « Governance Matters III, Governance Indicators for 1996-2002 », World Bank, Washington, D.C. Processed 2004.
- [24] I. Lacroix et P.O. St-Arnaud (2012) « La gouvernance : tenter une définition », Université de Sherbrooke, Cahiers de recherche en politique appliquée.
- [25] L. Edgar, C. Marshall et M. Basset (2006) « Partnerships: Putting Good Governance Principles in Practice ».
- [26] R. Mehanna, Y. Yazbeck et L. Sarieddine (2010) «Governance and Economic Development in MENA Countries: Does Oil Affect the Presence of a Virtuous Circle? », Journal of Transnational Management.
- [27] A. Mtiraoui (2020) « Qualité institutionnelle et Croissance économique : Application sur Données de Panel dynamique (GMM) ».
- [28] J. B. Ndulu et S. O'Connell (1999) «Governance and Growth in Sub-Saharan Africa », Journal of Economic Perspectives.
- [29] D. North (1990) « Institutions, Institutional Change and Economic Performance», Cambridge University Press, Cambridge, UK.
- [30] OCDE (1993) «Orientations on participatory development and good governance», Paris, OCDE/GD.
- [31] O. Chatti (2010) « Gouvernance et croissance économique».
- [32] PNUD (2002) « le rapport mondial sur le développement humain 2002 : la bonne gouvernance et développement humain durable ».